

## Devenir historien pour répondre aux questions du temps présent<sup>1</sup>

« Je suis devenu universitaire pour répondre aux questions que je me posais quand j'étais militant, après un cursus sur la gestion, et sur la base d'un réseau de militants syndicalistes et CFDT. Des théoriciens ont analysé la démocratie à travers ses trahisons et les écarts de sa construction. Mais comment étudier le politique en évitant cet écart entre une réalité enchantée et une réalité à construire à l'épreuve des faits ?

Pour faire cela, j'ai vu qu'il fallait avoir une connaissance empirique de nombreuses périodes : Révolution française, Révolution américaine, histoire de l'Amérique latine. Pour réfléchir à la démocratie, il faut comprendre le système de ses difficultés, qui proviennent de conflits entre ses points de vue, entre ses idéologies. Définir la démocratie, c'est être confronté à ses perplexités : qui est le peuple ? C'est une question sociologique que personne n'a jamais résolue. On rencontre des individus mais pas le peuple. J'ai écrit « Le peuple introuvable ». Dans une société d'individus, on peut difficilement en retracer les corps constitués. On ne sait comment décrire « le peuple ». C'est une indétermination. Puis une autre indétermination est de définir ce que veut dire « exercer le pouvoir » ? J'ai essayé de comprendre le système général de

son indétermination en termes institutionnels et de procédures. Le travail de l'historien est donc un travail contemporain.



Pierre Rosanvallon  
© Haley/Sipa

Je m'intéresse à faire l'histoire vivante du passé comme confrontation à une aporie et à une identité à résoudre. Cette conception fait de l'histoire de la démocratie une expérience vivante, dans laquelle comprendre l'histoire de ce qui a été ces expériences peut nous aider. Et ce n'est pas là l'histoire « occidental-centrée ». Il y a un universalisme démocratique qui n'est pas celui du modèle mais qui est celui du problème. La démocratie, cela signifie des élections libres et dans un régime pluraliste, mais aussi bien avec Lénine que Napoléon III, Chavez ou Bush. Ce qui m'intéresse est de savoir comment se pose

ou se masque cette indétermination. A Tunis, on m'a posé de nombreuses questions très techniques sur le régime parlementaire ou présidentiel et sur les difficultés et les problèmes. Mais il faut repousser l'idée d'un universalisme du modèle. La promotion de la démocratie ne repose pas sur un modèle que l'on vend clef en main, c'est surtout faire exister une société civile. Il faut bien comprendre l'écart établi entre la démocratie comme régime politique et la démocratie comme régime social. Il faut se référer à la dimension « libérale » de la démocratie française, et comprendre qu'il n'existe pas de « modèle » de la démocratie. Il faut la voir du point de vue de ses expériences et de la perplexité qu'elles suscitent, et non du point de vue de ses modèles. L'historien doit inviter à considérer cette perplexité. La perplexité est une bonne méthode de pensée. On pense lorsqu'on accroît sa perplexité ».

**Pierre ROSANVALLON**

Propos reconstitués d'après le débat à l'IRMC

1. Témoignage de Pierre Rosanvallon, Professeur au Collège de France, chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique, et directeur d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales). Auteur d'ouvrages sur l'histoire du modèle politique français, puis sur l'histoire intellectuelle de la démocratie en France, ainsi que sur « la société des égaux ».

## La démocratie tunisienne comme histoire « toujours inachevée »

Pierre Rosanvallon évoque la démocratie à la fois comme régime politique et comme forme de société et mode de lien social. Tel semble être le cas de la Tunisie qui, tout en construisant le principe majoritaire de la démocratie politique (les élections, la pluralité) essaie aussi de se construire un intérêt général et un lien social. Les formes en sont multiples et on a vu en 2011 la multiplication des instances et institutions de régulation dont entre autres la Haute instance puis l'ISIE. Il s'agit bien là de ce que Pierre Rosanvallon nomme des « institutions d'impartialité ». On doit y voir un premier attachement de la Tunisie à construire une « démocratie comme qualité », et pas seulement comme mesure de distribution des richesses.

Un second indice réside dans l'expression des trois principes de l'égalité comme qualité démocratique, définis par Pierre Rosanvallon et appliqués à la situation tunisienne. Le premier est celui de « similarité ». Etre semblable, c'est participer chacun d'une même humanité. On pense ici au droit à la dignité comme slogan premier de la Révolution tunisienne. Le

second est celui de l'indépendance. L'égalité se construit dans une réflexivité de soi à soi, c'est-à-dire dans l'autonomie et l'absence de subordination de l'individu et dans la relation d'échange qui fonde celle de réciprocité. Lors des élections tunisiennes, chaque votant comptait pour sa propre voix et en était fier. Le troisième vise la citoyenneté. Elle a pu s'exprimer dans les réunions politiques ou les meetings. C'est la communauté d'appartenance et d'activité civique, manifeste dans les relations de solidarité entre individus ou quartiers, qui ont structuré cette révolution. Et ces trois principes rassemblés, c'est bien une volonté de « refaire société ».

La troisième positivité de cette révolution, bien qu'exposée à tous moments à des risques de clôture, est, depuis un an, sa dynamique de fabrication et d'invention permanente et, selon la formule de Pierre Rosanvallon, « toujours inachevée ». À ce titre Rosanvallon dit bien que faire l'histoire de la démocratie, c'est faire l'histoire de la construction d'une société « où s'enchevêtrent l'histoire d'un désenchantement et l'histoire d'une

indétermination ». Penser la démocratie au présent, c'est reprendre le fil permanent de cette double histoire en train de se faire. Rosanvallon dit que la démocratie « n'a » pas une histoire, mais plutôt qu'elle « est » une histoire. Henry Laurens nous avait dit que les faits « ont » une histoire. Pierre Rosanvallon nous dit désormais qu'ils « sont » une histoire. Tel est le cas de la Tunisie dont la révolution n'est pas un fait accompli mais plutôt un processus en cours. Hier les instances contribuaient à réguler les gouvernements provisoires et la préparation des élections. Aujourd'hui et demain devront être débattus les axes de la future constitution au fil d'une part des alliances et des désalliances politiques, et d'autre part des expressions à inventer par la société civile avec ceux qui souhaitent construire une société des égaux basée sur la similarité, l'autonomie, la citoyenneté. Fidèle à la tradition d'une histoire qui ne s'arrête pas, la Tunisie doit demeurer un laboratoire de construction du temps présent.

**Pierre-Noël DENIEUIL**

Sociologue, Directeur de l'IRMC